



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 13 octobre 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Gains des couples très scolarisés et peu scolarisés, 1980 à 2000	2
L'écart entre les gains des couples très scolarisés et ceux dont les niveaux de scolarité sont beaucoup plus faibles s'est élargi considérablement au cours des deux dernières décennies, selon une nouvelle étude.	
Statistiques sur la criminalité, information détaillée supplémentaire, 2003	4
Services communautaires et placement sous garde des jeunes, 2002-2003	4
Nouveaux produits	7



Communiqués

Étude : Gains des couples très scolarisés et peu scolarisés

1980 à 2000

Selon une nouvelle étude, l'écart entre les gains des couples très scolarisés et ceux dont les niveaux de scolarité sont beaucoup plus faibles s'est élargi considérablement au cours des deux dernières décennies.

Les couples constitués de deux titulaires de diplômes universitaires ont vu leur revenu d'emploi augmenter de façon considérable. Par contre, ceux ayant un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur ont eu de la difficulté à maintenir leur niveau de vie.

L'étude, fondée sur les données des recensements, montre qu'en 2000, de façon générale, les gains des couples nés au Canada où les deux conjoints avaient un diplôme d'études secondaires ou un niveau inférieur d'études n'étaient pas plus élevés que ceux de leurs homologues en 1980.

Par contre, les couples nés au Canada composés de deux titulaires de diplômes universitaires gagnaient entre 14 % et 22 % de plus que leurs homologues deux décennies plus tôt. En 2000, ces couples représentaient 10 % de tous les couples nés au Canada, soit plus du double du taux de 4 % enregistré en 1980.

L'étude révèle également que les résultats relativement faibles sur le plan des gains des couples moins scolarisés sont associés à des baisses importantes des gains des hommes peu scolarisés.

Par exemple, chez les couples nés au Canada où les deux conjoints avaient un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur, les hommes âgés de 25 à 34 ans ont vu leurs gains annuels baisser de 15 % à 28 % au cours des deux dernières décennies.

Même si les gains des femmes nées au Canada étaient supérieurs en 2000 à ceux de leurs homologues en 1980, la croissance de leur revenu d'emploi n'a pas toujours empêché une baisse des gains des couples moins scolarisés.

En outre, les gains des femmes ont généralement augmenté davantage dans les couples très scolarisés que dans ceux moins scolarisés. De plus, les gains des hommes très scolarisés ont augmenté davantage que ceux des hommes peu scolarisés. Ces deux tendances ont contribué à élargir l'écart entre les couples très scolarisés et de ceux qui le sont moins.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche intitulé Gains des couples très scolarisés et peu scolarisés, 1980-2000, qui paraît aujourd'hui.

On a utilisé les données des recensements pour examiner l'évolution des gains et du revenu de couples ayant divers niveaux de scolarité entre 1980 et 2000. L'échantillon se compose de couples de sexe opposé (mariés ou vivant en union de fait) où l'homme est âgé de 25 à 54 ans.

Bien que cette étude porte sur les couples où les deux conjoints sont nés au Canada (couples nés au Canada) ainsi que sur ceux où les conjoints sont des immigrants, les chiffres du présent communiqué ne portent que sur les couples nés au Canada.

Par souci de simplicité, les termes «maris» et «femmes» utilisés dans le présent communiqué comprennent les hommes et les femmes vivant en union de fait.

Baisses considérables des gains des hommes peu scolarisés

Quel que soit leur âge, les maris nés au Canada peu scolarisés ont connu d'importantes baisses de leurs gains entre 1980 et 2000.

Par exemple, les maris de 35 à 54 ans qui, comme leurs femmes, avaient un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur, ont vu leurs gains annuels diminuer de 9 % à 27 % relativement à ceux de leurs homologues en 1980.

Ces diminutions des gains annuels n'étaient pas attribuables simplement à des baisses du nombre annuel d'heures de travail. Elles étaient plutôt attribuables dans une large mesure à une baisse des taux de rémunération.

Ainsi, les maris âgés de 45 à 54 ans qui étaient employés à temps plein et qui, comme leurs femmes, avaient un diplôme d'études secondaires, ont vu leurs gains hebdomadaires diminuer de 11 % entre 1980 et 2000.

Les gains croissants des femmes n'étaient pas toujours suffisants

Quels que soient leur âge et leur niveau de scolarité, les femmes nées au Canada ont affiché des gains annuels plus élevés en 2000 que leurs homologues en 1980. Toutefois, la croissance de leurs gains n'a pas toujours compensé la baisse de ceux de leurs partenaires peu scolarisés.

Les jeunes couples (où l'homme était âgé de 25 à 34 ans) ayant un diplôme d'études secondaires

ou un niveau inférieur d'études ont eu, par exemple, des gains de 6 % à 20 % plus faibles en 2000 que leurs homologues en 1980. Cette diminution s'est produite malgré l'augmentation modeste de 1 100 \$ à 2 900 \$ (en dollars de 2001) des gains annuels des femmes chez ces couples.

Chez les couples plus âgés peu scolarisés, les augmentations des gains des femmes ont souvent empêché une baisse du niveau de vie. C'était le cas par exemple, des couples où l'homme était âgé de 35 à 44 ans et où ni l'un ni l'autre des conjoints n'avait un diplôme d'études secondaires.

En 2000, les gains annuels de ces couples étaient presque identiques à ceux de leurs homologues en 1980, malgré une baisse de 14 % du revenu d'emploi des hommes.

Les couples peu scolarisés ont perdu du terrain

De façon générale, les gains des femmes très scolarisées ont augmenté davantage que ceux de leurs homologues moins scolarisés.

Chez les couples composés de deux titulaires de diplômes universitaires, la hausse des gains annuels des femmes a varié de 8 400 \$ à 23 000 \$ durant la période de 20 ans à l'étude. Par contre, l'augmentation correspondante était d'au plus 5 400 \$ chez les couples où ni l'un ni l'autre des conjoints n'avait un diplôme d'études secondaires.

Par conséquent, l'écart entre les gains des couples très scolarisés et de ceux qui le sont moins s'est élargi au cours de la période.

Par exemple, les couples où l'homme était âgé de 35 à 44 ans et où les deux conjoints avaient un diplôme d'études secondaires ont vu leurs gains annuels augmenter de 7 %. Cette hausse ne représentait que le tiers de celle de 22 % chez les couples de même âge où les deux conjoints avaient un diplôme universitaire.

Écart croissant à l'intérieur des niveaux de scolarité

L'écart sur le plan des gains ne s'est pas élargi seulement entre les niveaux de scolarité. Il a augmenté également chez les couples dans lesquels les conjoints avaient le même âge et le même niveau de scolarité.

Par exemple, les jeunes couples où, au plus, l'un des conjoints avait un diplôme d'études secondaires ont vu leur revenu d'emploi baisser en moyenne de 15 % à 20 % entre 1980 et 2000.

À l'intérieur de ce groupe, toutefois, les couples aux gains les plus faibles (ceux se situant dans le tiers inférieur de la répartition des gains) ont vu leur revenu d'emploi chuter d'au moins 41 %.

Par ailleurs, ceux se situant dans le tiers supérieur de la répartition des gains ont connu une légère baisse d'au plus 8 % de leur revenu d'emploi, comparativement à leurs homologues en 1980.

Le document de recherche *Gains des couples très scolarisés et peu scolarisés, 1980 à 2000* (11F0019MIF2004230, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À partir de la page d'accueil, sélectionnez *Études*, sous *Parcourir les périodiques et les séries analytiques*, choisissez *Gratuits et payants*, puis, sous *Séries*, sélectionnez *Direction des études analytiques*.

Il est également possible de consulter une version abrégée de ce rapport dans la série *Analyse en bref* (11-621-MIF2004017, gratuit). Pour accéder à cette série analytique, à la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Commerce*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage au sujet des concepts, des et ou de la qualité des données, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Statistiques sur la criminalité, information détaillée supplémentaire

2003

La publication *Statistique de la criminalité au Canada, 2003* paraît aujourd'hui. Outre des données diffusées pour la première fois en juillet 2004, la publication renferme des renseignements détaillés additionnels. On y trouve également des tableaux standards sur la criminalité à l'échelon du Canada, des provinces et des territoires, ainsi que des régions métropolitaines de recensement.

La publication inclut aussi 20 tableaux du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire, lesquels sont basés sur les données recueillies auprès de 122 corps policiers de 9 provinces et représentant 61 % de tous les crimes déclarés par la police au Canada. Les tableaux portent sur les caractéristiques de la victime et de l'accusé, soit l'âge, le sexe, la relation de l'accusé avec la victime, la gravité des blessures et le type d'arme utilisée, ainsi que sur l'acte criminel à proprement dit, comme le lieu, les infractions contre la personne ou les crimes contre les biens, le type d'arme sur les lieux et le type de bien volé.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 252-0013 and 252-0014.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3302.

La publication *Statistique de la criminalité au Canada, 2003* (85-205-XIF, 35 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Services communautaires et placement sous garde des jeunes

2002-2003

Le taux d'incarcération des jeunes au Canada est tombé à son point le plus bas en huit ans en 2002-2003.

En un jour donné en 2002-2003, il y avait en moyenne un peu moins de 29 400 jeunes âgés de 12 à 17 ans placés sous garde ou en probation sous surveillance. La grande majorité, soit 26 400 ou environ 90 %, étaient en probation.

Sur les autres 2 980 jeunes, 850 étaient en détention provisoire (détention temporaire) en attente d'une comparution ou d'une sentence, 1 070 étaient placés sous garde en milieu fermé et 1 060 étaient placés sous garde en milieu ouvert. Cela représentait un taux d'incarcération de 13 pour 10 000 jeunes âgés de 12 à 17 ans dans la population en 2002-2003. (Les comptes et le taux d'incarcération pour l'ensemble du pays excluent l'Ontario en raison de l'indisponibilité des données sur les jeunes âgés de 12 à 15 ans). Ce taux était en baisse de 5 % par rapport à l'année précédente et de 33 % par rapport à 1993-1994. Dans l'ensemble, le nombre de jeunes condamnés diminue depuis cette période en tandem avec la baisse du taux de criminalité chez les jeunes.

Les augmentations des comptes de la détention provisoire depuis 1993-1994 ont annulé en partie le recul de la population placée sous garde après condamnation. Les 850 jeunes en détention provisoire étaient en hausse de 21 % par rapport à 1993-1994. Ils représentaient environ un tiers de tous les jeunes placés sous garde en 2002-2003.

Les quelque 26 400 jeunes en probation sous surveillance représentent un taux de 109 jeunes en probation pour 10 000 jeunes, soit 17 % de moins que le sommet observé en 1997-1998. (Les comptes et le taux de probation pour l'ensemble du pays excluent l'Ontario en raison de l'indisponibilité des données sur les jeunes âgés de 12 à 15 ans, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.)

Le *Juristat* contient également des données sur les admissions aux services correctionnels pour les jeunes. En 2002-2003, il y a eu environ 50 160 admissions au système correctionnel pour les jeunes, en baisse de 6 % par rapport à 2001-2002.

Les admissions en probation représentaient 52 % de toutes les admissions, suivies des admissions en détention provisoire (29 %), de la garde en milieu fermé (10 %) et de la garde en milieu ouvert (9 %).

Des baisses ont été enregistrées pour l'ensemble des admissions aux services correctionnels. La garde en milieu ouvert a accusé un recul de 6 %, alors que la probation, la garde en milieu fermé et la détention provisoire ont fléchi de 5%.

En outre, en 2002-2003, 24 500 cas se sont réglés par des ententes de mesures de rechange. Cela représentait 8 % de plus qu'en 2001-2002 parmi les secteurs de compétence ayant déclaré des données (cela exclut la Nouvelle-Écosse, les jeunes âgés de 12 à 15 ans de l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Nunavut), mais 7 % de moins qu'en 1998-1999.

Ces ententes renvoient à des programmes structurés dans le cadre desquels des personnes

qui, autrement, seraient traduites en justice sont traitées au moyen de solutions de rechange communautaires non judiciaires. Pour pouvoir participer à un programme de mesures de rechange, un jeune contrevenant doit reconnaître sa participation à l'affaire et consentir à s'inscrire au programme.

Nota : Le Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2002-2003, fournit des données sur le nombre de causes et les caractéristique de la population adolescente dans les services correctionnels.

Les données du rapport font état de la dernière année complète d'activité des services correctionnels pour les jeunes en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* étant entrée en vigueur le 1^{er} avril 2003.

Les données sur les services correctionnels pour les jeunes proviennent de trois sources. Le Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels rassemble les comptes moyens quotidiens des jeunes sous garde (détention provisoire, garde en milieu fermé et garde en milieu ouvert) et les comptes de jeunes en probation à la

fin du mois. L'Enquête sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes sert à recueillir des données sur les admissions de jeunes en détention et en probation et sur leur libération, et l'Enquête sur les mesures de rechange vise les jeunes qui concluent une entente de participation à un programme de mesures de rechange.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3313, 3323 et 3325.

Le Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2002-2003, vol. 24, n° 9 (85-002-XIF20040098408, 9 \$ 75 \$; 85-002-XP20040098408, 11 \$ / 100 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. □

Admissions de jeunes contrevenants aux services correctionnels selon le secteur de compétence, 2002-2003

	Détention provisoire ¹	Garde en milieu fermé ²	Garde en milieu ouvert ²	Probation ³
Total	14 566	4 840	4 527	26 222
Terre-Neuve-et-Labrador	285	201	148	490
Île-du-Prince-Édouard	43	37	41	138
Nouvelle-Écosse	205	33	282	1 101
Nouveau-Brunswick	179	196	159	686
Québec	1 676	876	696	8 092
Ontario (jeunes de 16 et 17 ans)	6 368	1 601	1 507	7 963
Manitoba	1 966	223	364	1 087
Saskatchewan	..	309	347	1 715
Alberta	2 225	845	389	2 632
Colombie-Britannique	1 522	448	485	2 281
Yukon	50	11	18	37
Territoires du Nord-Ouest	27	48	73	..
Nunavut	20	12	18	..

.. Nombres indisponibles pour une période de référence précise.

1. Les données n'étant pas disponibles, les jeunes âgés de 12 à 15 ans de l'Ontario et la Saskatchewan ont été exclus.

2. Les données n'étant pas disponibles, les jeunes âgés de 12 à 15 ans de l'Ontario ont été exclus.

3. Les données n'étant pas disponibles, les jeunes âgés de 12 à 15 ans de l'Ontario, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont été exclus.

Comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants sous surveillance correctionnelle en un jour donné selon le secteur de compétence 2002-2003

	Détention provisoire ¹	Garde en milieu fermé ¹	Garde en milieu ouvert ¹	Taux d'incarcération pour 10 000 jeunes ²	Probation ³	Taux de probation pour 10 000 jeunes ⁴
Total	849	1 067	1 064	12,5	26 438	109,1
Terre-Neuve-et-Labrador	13	42	51	24,2	802	184,5
Île-du-Prince-Édouard	2	7	6	12,2	151	122,6
Nouvelle-Écosse	22	21	85	17,0	875	116,5
Nouveau-Brunswick	10	45	52	18,1	836	141,3
Québec	84	192	121	7,2	5 136	93,8
Ontario (jeunes de 16 et 17 ans)	368	344	329	..	9 692	..
Manitoba	104	61	91	25,5	2 045	203,7
Saskatchewan	73	145	101	34,1	1 805	192,7
Alberta	96	123	106	11,8	2 619	95,4
Colombie-Britannique	67	68	85	6,7	2 444	75,2
Yukon	1	1	4	21,1	33	116,0
Territoires du Nord-Ouest	4	13	28	109,4
Nunavut	5	5	5	37,9

.. Nombres indisponibles pour une période de référence précise.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Nota : Les données n'étant pas disponibles, les jeunes âgés de 12 à 15 ans de l'Ontario ont été exclus. Les données sur les jeunes âgés de 16 et de 17 ans de l'Ontario ont été indiquées afin d'illustrer la tendance de ce sous-groupe de l'Ontario. Les données de l'Ontario ne devraient pas être comparées avec celles des autres secteurs de compétence et ont été exclues des comptes et du taux nationaux. En raison de l'arrondissement, il se peut que la somme des chiffres ne corresponde pas au total.

1. Les données n'étant pas disponibles, les jeunes de 12 à 15 ans de l'Ontario ont été exclus.

2. Le taux d'incarcération exclut les jeunes de 16 à 17 ans de l'Ontario.

3. Les données n'étant pas disponibles, les jeunes de 12 à 15 ans de l'Ontario, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont été exclus.

4. Le taux de probation exclut l'Ontario, les Territoires de Nord-Ouest et le Nunavut.

Nouveaux produits

Gains des couples très scolarisés et peu scolarisés, 1980 à 2000
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2004230
(gratuit).

Gains des couples peu scolarisés et très scolarisés sur le marché du travail au Canada, 1980-2000, n° 17
Numéro au catalogue : 11-621-MIF2004017
(gratuit).

Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2002-2003, vol. 24, n° 9
Numéro au catalogue : 85-002-XIF20040098408
(9 \$/75 \$).

Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2002-2003, vol. 24, n° 9
Numéro au catalogue : 85-002-XPf20040098408
(11 \$/100\$).

Statistique de la criminalité au Canada, 2003
Numéro au catalogue : 85-205-XIF (35 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03004013



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.